

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social :
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 16 mai 2022

Membres en exercice	Présents ou Représentés	Procurations
80	57	18

N° de séance : 46

Objet de la délibération : Missions
facultatives incluant le socle commun des
compétences du CDG 06 - Avenant à la
convention cadre 2018

N° d'enregistrement : CC.2022.107

Date de convocation :
10 mai 2022

Date d'affichage

24 MAI 2022

Date de réception en s/Préfecture

24 MAI 2022

Le Président certifie sous sa
responsabilité le caractère exécutoire
de cet acte.

La présente décision peut faire l'objet
d'un recours devant le Tribunal
Administratif de Nice dans un délai de
deux mois à compter de sa notification
ou de sa publication, soit par voie
postale 18 avenue des Fleurs CS 61039
06050 Nice Cedex 1, soit par voie
électronique à partir de l'application «
Télérécours citoyens » accessible sur le
site de téléprocédures
<http://www.telerecours.fr/>

L'an deux mil vingt-deux et le 16 mai à 16H00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288 chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de mai, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc Malfatto, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Marguerite BLAZY, Marie-Rose BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Thérèse DARTOIS, Denis FERRER, Serge JOVER, Yves DAHAN, Audouin RAMBAUD, Marie ANASSE, Simone TORRES-FORET DODELIN, Serge AMAR, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Marika ROMAN, Françoise THOMEL, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Olivia LEVINGSTON, Eric PAUGET, David SIMPLOT, Hassan EL JAZOULI, Marion MUSSO, Aline ABRAVANEL, Cédric BOURGON, Céline LAMBIN, Xavier WIJK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA, Arnaud VIE

PROCURATIONS :

Kevin LUCIANO à Jean LEONETTI, Georges VAZIA à Eric CHALVIN, Monique GAGEAN à Arnaud VIE, Christian LATY à Jean-Pierre DERMIT, Henriette VENTRE à Michel ROSSI, Albert CALAMUSO à Lionnel LUCA, Sylvie MARCHAND à Serge JOVER, Bernard GARNIER à Céline LAMBIN, Geneviève PIERRAT à Frédéric POMA, Eric DUPLAY à Serge AMAR, Michel MANAGO à Marinette LANGLAIS, Catherine LANZA à Christophe FONCK, Martine SAVALLI à Anne-Marie BOUSQUET, Claire BAES à Jean-Pierre DERMIT, Marc BORIOSI à Jean-Bernard MION, Isabelle GARCIA à Gérald LOMBARDO, Khéra BADAOU HUGUENIN VUILLEMIN à Yves DAHAN, Alain BERNARD à Marika ROMAN

ABSENTS :

Dominique TRABAUD, François ZEMA, Christophe ETORE, Valérie ROLLAND, Marie OZENDA

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur POMA,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'article L. 452-39 du Code Général de la Fonction Publique qui prévoit qu'une collectivité ou un établissement non affilié au Centre de gestion, peut par délibération, demander à bénéficier de l'ensemble des missions suivantes :

- Le secrétariat des conseils médicaux ;
- L'avis consultatif dans le cadre de la procédure du recours administratif préalable relatif au référé devant les juridictions administratives ;
- L'assistance juridique statutaire, y compris pour la fonction de référent déontologue et laïcité ;
- L'assistance au recrutement et un accompagnement individuel de la mobilité des agents hors de leur collectivité d'origine ;
- L'assistance à la fiabilisation des comptes de droit en matière de retraite.

Cet ensemble de missions du « socle commun », constitue un appui technique indivisible. Les collectivités qui souhaitent y adhérer doivent le faire pour l'ensemble, sans pouvoir choisir entre elles.

Vu l'article L. 452-26 du Code Général de la Fonction Publique qui précise d'une part que le financement des missions du socle doit se faire dans la limite d'un taux fixé par la Loi et du coût réel des missions, et d'autre part, que la contribution est assise sur la masse des rémunérations versées aux agents relevant de la collectivité ou de l'établissement telles qu'elles apparaissent aux états liquidatifs mensuels ou trimestriels dressés pour le règlement des charges sociales dues aux organismes de sécurité sociale, au titre de l'assurance maladie.

Depuis 2015, année de la mise en place du dispositif par le CDG06, les collectivités adhérentes payaient la contribution selon une tarification propre à chaque mission rendue. Cette modalité de tarification avait été mise en place afin de tenir compte des spécificités et des besoins de chaque collectivité.

Ces modalités tarifaires sont actuellement prévues par une convention-cadre triennale ayant pris effet au 1er janvier 2018. Cette convention, reconductible une fois pour la même durée, continue de produire actuellement des effets jusqu'au 31 décembre 2023.

Suite à une recommandation de la Chambre Régionale des Comptes, le CDG06 a, par délibération n°2021-44 du 26 novembre 2021, adopté la mise en place d'une tarification forfaitaire, afin de se conformer pleinement aux dispositions de l'article L. 452-26 du Code précité.

Aussi, à compter du 1er juillet 2022, les missions du socle feront l'objet d'une tarification forfaitaire calculée en référence à un pourcentage de la masse salariale, comme suit :

- Collectivité et établissement jusqu'à 700 agents : 0.080 %
- Collectivité et établissement de plus de 700 agents : 0.037 %

Le nombre total d'agents (comprenant les titulaires et agents contractuels de droit public) déterminant le taux à appliquer sera déclaré par la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis en fonction des effectifs connus au 31/12 de l'année précédente.

Aussi, pour pouvoir de bénéficier de ce dispositif à compter du 1er juillet 2022, il convient que la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis signe l'avenant n°1-2022 modifiant la convention-cadre 2018 pour l'exercice des missions facultatives incluant le socle commun des compétences du CDG06.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OÙ L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver l'avenant n°1-2022 modifiant la convention-cadre 2018 pour l'exercice des missions facultatives incluant le socle commun des compétences proposé par CDG06, dont le projet est joint en annexe, et tous les documents qui en découlent ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ledit avenant ;
- de prévoir les crédits nécessaires aux budgets de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis pour tenir compte de cette nouvelle tarification à compter du 1er juillet 2022.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 16 MAI 2022
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

Accusé de réception préfecture

Objet de l'acte :

Missions facultatives incluant le socle commun des compétences du CDG 06 - Avenant à la convention cadre 2018

Date de transmission de l'acte : 24/05/2022

Date de réception de l'accusé de
réception :

Numéro de l'acte : CC_2022_107 (voir l'acte associé)

Identifiant unique de l'acte : 006-240600585-20220516-CC_2022_107-DE

Date de décision : 16/05/2022

Acte transmis par : Corinne PAVAN-SANTAINÉ

Nature de l'acte : Délibération

Matière de l'acte : 4. Fonction publique
4.1. Personnel titulaires et stagiaires de la F.P.T.